

# CSA SPIP du 14.10.2025

## DECLARATION LIMINAIRE

Pantin, le 14 Octobre 2025

Monsieur le Président,

**Ce CSA SPIP se tient quelques jours après la clôture du XIe Congrès de l'UFAP UNSa Justice.** Depuis 38 ans, l'UFAP UNSa Justice se bat quotidiennement et avec opiniâtreté pour les droits, la rémunération et les conditions de travail des personnels de l'administration pénitentiaire.

Aujourd'hui, comme hier et demain, **l'UFAP UNSa Justice revendique une politique pénitentiaire volontariste:**

**Des évolutions salariales à la hauteur de l'exigence de nos métiers !  
Des conditions de travail assurant sécurité et dignité pour tous !  
Des budgets ambitieux pour la pénitentiaire de demain !**

**Il est temps de mettre fin aux décisions totalement déconnectées des réalités du terrain, responsables de l'actuelle faillite de l'institution !**

**L'UFAP UNSa Justice réaffirme que la seule arme face à une administration qui fait la sourde oreille et s'acharne à démanteler les droits des Personnels, c'est le combat syndical !**

Organisation multi-catégorielle, elle entend poursuivre son travail auprès de l'ensemble des personnels en SPIP. Forte de ses valeurs et de ses mandats renouvelés, elle continuera à œuvrer au sein du CSA SPIP pour la défense réelle des conditions de travail et pour un syndicalisme de terrain !

Pour **l'UFAP UNSa Justice**, cette instance doit être un lieu d'échange où, Direction de l'Administration Pénitentiaire et Organisations Syndicales discutent ensemble de l'avenir des SPIP. **Mais où est la discussion quand, lors de nos instances, les trois quarts des points ne sont pas soumis au vote des élus ! La présentation ce jour de la fiche de poste de Brigadier-Chef en SPIP pour simple « information » en est un exemple criant !**

Constante dans ses positions, **l'UFAP UNSa Justice demandera un vote sur ce texte.** Par ailleurs, elle continuera à porter sa demande de suppression des missions indues que l'administration a imposé aux agents de surveillance électronique.

**A un dialogue social en perte de vitesse, s'ajoute également des conditions de travail en perpétuelle dégradation !** Du fait de **plus de 530 vacances de postes** au sein de la filière insertion probation, sans compter les personnels se trouvant, bien souvent malgré eux, dans des positions particulières (maladie, temps partiel, détachement, disponibilité), **les SPIP sont accablés par la charge de travail et leurs besoins se retrouvent relayés en second plan...** Trois ans que les SPIP n'ont pas bénéficié de créations de postes !

**Pour l'UFAP UNSa Justice, c'est tout simplement SCANDALEUX !**

Et pourtant, il est clair que **la pénitentiaire est à un tournant de son histoire !** Les réformes se succèdent, les missions changent, les process se multiplient, les attentes sociétales envers notre institution grandissent, la surpopulation pénale atteint des niveaux records en milieu fermé comme en milieu ouvert... **Face à tels enjeux, les personnels sont encore trop souvent seuls et en première ligne !**

**Monsieur le Président, l'UFAP UNSa Justice vous le dit : cela n'a que trop duré ! C'est pourquoi l'UFAP UNSa Justice :**

- Demande la reconnaissance des missions du SPIP comme faisant partie du domaine régalien de l'Etat
- Revendique la création d'une Direction autonome de l'Insertion et de la Probation.
- Dénonce la privatisation des missions dévolues au SPIP et s'oppose fermement à leur délégation à tout opérateur privé, ainsi que la contractualisation des métiers en SPIP.
- Exige un « choc des moyens », seule garantie d'une politique de prévention de la récidive efficace et ambitieuse !

**La DAP doit rapidement octroyer la reconnaissance qui est due aux personnels des SPIP !**

**La DAP doit déployer les moyens nécessaires à l'exercice de nos missions !**

**La DAP doit entendre la parole du terrain ou se préparer à éteindre les feux qui brûleront devant nos services !**

**Les élus UFAP UNSa Justice au CSA SPIP**

Simon-Pierre LAGOUCHE

Jérémy RIVIERE

Florian ROUSSET

Françoise GUEUGNEAU